

A photograph of Brigitte Kuster, a French politician, standing in front of the National Assembly building in Paris. She is wearing a dark blue dress and a sash with the colors of the French flag (blue, white, and red). The building behind her has a large blue door and a sign that reads "ASSEMBLÉE NATIONALE".

JOURNAL DE **BRIGITTE KUSTER** VOTRE DÉPUTÉE

**VOUS INFORMER
ET RENDRE COMPTE
DE MON ACTION**

N°1 / HIVER 2018



www.brigittekuster.fr





© DR

BRIGITTE KUSTER

Députée Les Républicains
4^e circonscription de Paris

Commission des Affaires culturelles
et de l'Éducation /
Groupe de travail parlementaire
sur les Jeux Olympiques
et Paralympiques Paris 2024 /
Commission de la modernisation
de la diffusion audiovisuelle
auprès du CSA

Conseillère de Paris,
ancienne maire du 17^e
(2008-2017)

MON ACTIVITÉ PARLEMENTAIRE

Vous informer et rendre compte de mon action est essentiel.

J'ai réalisé ce journal afin de vous donner un large aperçu de mes activités parlementaires, mais aussi pour partager avec vous mon point de vue sur les dossiers qui font l'actualité en France, à Paris et dans nos quartiers. J'ai placé la proximité au cœur de mes engagements électoraux. J'espère que ce journal en sera pour vous le témoignage.

PROPOSITIONS DE LOI

A ce jour, **j'ai déposé 4 propositions de loi** ayant trait à des sujets très différents :

■ **La 1^{ère} vise à interdire la diffusion dans les médias des images et des noms des terroristes** (ce qui n'empêche pas la publication des prénoms et/ou initiales). L'objectif est de ne pas octroyer aux assassins une gloire médiatique posthume auprès de personnes radicalisées et en quête de modèles.

■ **La 2^{ème} entend autoriser l'apprentissage dès l'âge de 14 ans.** Avec 400 000 jeunes en apprentissage (– de 25 ans au chômage : 23%), la France est à la traîne derrière l'Allemagne et ses 1,5 million d'apprentis (– de 25 ans au chômage : 6,7%). Abaisser l'âge de 16 à 14 ans offrira un accès à des formations qualifiantes à des milliers de jeunes que l'on maintient de force dans l'enseignement général où ils ne s'épanouissent pas.

■ **La 3^{ème} concerne l'interdiction de diffuser des imprimés à caractère commercial sur la voie publique et les pare-brise des véhicules.** Il est surprenant de devoir recourir à la loi pour y parvenir, mais c'est ainsi : le colportage est protégé par la loi sur la liberté de la presse. L'objectif est de mettre un terme à cette gabegie de papiers (800 milles tonnes par an) qui pollue nos rues.

■ **La 4^{ème} vise à rendre obligatoire l'apprentissage de la Marseillaise à l'école et sa pratique régulière au collège et au lycée.** La transmission ne se faisant plus forcément par l'intermédiaire des parents et de l'entourage, le nombre d'élèves ne connaissant pas ou mal l'hymne national va crescendo. Cette mesure permettra de combler cette lacune.

MON SUPPLÉANT

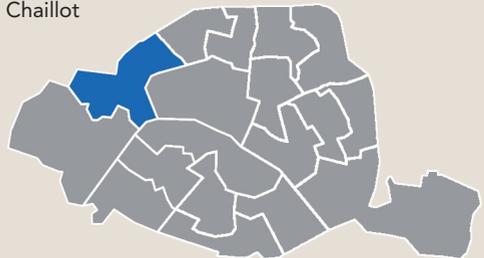
Pierre GABORIAU
Conseiller de Paris du 16^e arrdt.



© DR

4^e CIRCONSCRIPTION

Quartiers : Ternes, Monceau,
Dauphine et Chaillot



MON ACTIVITÉ PARLEMENTAIRE

RAPPORT

J'ai consacré un rapport au budget alloué au ministère de la Culture (3,6 milliards d'euros), ainsi qu'au financement de la future « Cité du Théâtre » (voir p.4) qui s'installera en 2022 sur le boulevard Berthier, en lieu et place des ateliers de fabrication des décors de l'Opéra de Paris.

AMENDEMENTS

J'ai signé et cosigné près de 500 amendements depuis juin 2018. Mais s'il fallait ne retenir que les plus importants et ceux que j'ai spécifiquement défendus en séance, en voilà un aperçu :

■ **Sur le projet de loi anti-terroriste**, j'ai proposé le maintien de l'état d'urgence, le placement en centre de rétention administrative des fichés S les plus dangereux et la création d'un parquet national anti-terroriste.

■ **Sur la loi de moralisation de la vie politique**, j'ai déposé un amendement visant à interdire à toute personne condamnée pour des faits de corruption de se porter candidate à une élection.

■ **Sur la loi de finances**, j'ai proposé que l'ISF soit intégralement supprimé et, à défaut, que la résidence principale soit exonérée d'IFI jusqu'à 1,3 million d'euros.

POSITIONS DE VOTE



ORDONNANCES LOI TRAVAIL

Simplifier le code du travail est indispensable à la compétitivité de nos entreprises.



LOI ANTI-TERRORISTE

Sortir de l'état d'urgence alors que la menace islamiste est toujours maximale est un contresens absolu.



LOI SUR LA FIN DE L'EXPLOITATION DES HYDROCARBURES

La France doit enfin entamer sa transition vers une économie moins carbonée.



LOI POUR UNE SOCIÉTÉ DE CONFIANCE

Reconnaître aux administrés et aux entreprises un droit à l'erreur dans leurs relations avec l'administration est une bonne initiative.



LOI DE FINANCES

Non à l'IFI, aux 8 taxes et impôts nouveaux et aux 4,5 milliards de prélèvements de plus en 2018



LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Non à la hausse de la CSG et à la baisse du quotient familial et de la PAJE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

J'ai saisi le gouvernement en séance publique et par écrit sur des sujets variés qui intéressent à la fois les Parisiens et les Français dans leur ensemble :

■ **Au ministre de l'Intérieur** : comment entend-il autoriser la région Île-de-France à supprimer la quasi gratuité du Pass Navigo accordée aux étrangers illégaux ?

■ **À la ministre des Transports** : quelles mesures concrètes compte-t-elle prendre pour compenser le retard pris par le chantier du prolongement de la ligne 14 ?

■ **À la ministre de la Santé** : pourquoi la France accuse-t-elle sur les Etats-Unis un retard de plusieurs mois dans la mise sur le marché des dernières thérapies contre le cancer ?

■ **À la ministre des Armées** : comment entend-elle mettre en œuvre la promesse d'Emmanuel Macron visant à instaurer un service national militaire pour les jeunes de 18 ans ?

POINT DE VUE

UNE CROISSANCE POUR RIEN ?

+ **1,9 point de croissance**. La France fait moins bien que la moyenne de nos voisins européens (+ 2,4%), mais l'essentiel est là : les années de crise sont derrière nous. Les vents de la croissance mondiale gonflent à nouveau les voiles de notre économie. Pourtant, à y regarder de plus près, **tous les indicateurs socio-économiques ne sont pas au vert** : le chômage reste structurellement très élevé, l'emploi précaire explose, et notre déficit commercial bat des records (+15 milliards en 2017) ! Dès lors, **une question se pose : le gouvernement fait-il le maximum pour relancer l'économie ?**

LA DETTE FRÔLE 100% DU PIB

La réponse est en demi-teinte. Le code du travail a certes été simplifié et les impôts sur les sociétés ont diminué. Mais **la France part de si loin qu'elle demeure encore très éloignée des meilleurs standards européens**. Un exemple : le gouvernement remplace le CICE par des baisses de charges patronales. L'idée est séduisante de prime abord, mais le taux retenu est si faible que le nouveau dispositif se révélera moins avantageux pour les entreprises.

Idem en matière de réduction de **la dette publique qui frôle les 100% du PIB**. Le déficit s'établira l'an prochain à 83 milliards d'euros, soit 13,6 milliards de plus qu'en 2017 ! Le président de la République a renoncé à activer le principal levier d'économies : **la diminution drastique de l'emploi public** (masse salariale des fonctionnaires : +1,6% en 2018). **Le plan « Comité d'action publique 2022 » qu'a présenté le gouvernement n'a de neuf que le nom**. La plupart des pistes de réformes (plan de départ des fonctionnaires, prise en compte du mérite dans la rémunération des agents publics, recours accru aux contractuels) ont déjà été expérimentées par le passé ; avec des résultats certes encourageants, mais encore très insuffisants.

LES GAGNANTS ET LES PERDANTS

Pour le vote de son 1^{er} budget, **le gouvernement a fait des choix catégoriels très marqués, au risque de créer des oppositions frontales**. Il a privilégié les grandes entreprises sur les PME, les détenteurs de patrimoine boursier plutôt qu'immobilier et les actifs sur les retraités. Ces derniers sont même les grands perdants dans l'affaire : **8 millions de retraités verront leur CSG augmenter de 25% !**

En définitive, l'Insee indique qu'en 2018 **la hausse des prélèvements obligatoires** (+4,5 milliards d'euros) **fera reculer le pouvoir d'achat des Français de 0,3% en moyenne**.

Un chiffre :

En 2017



**DÉFICIT PUBLIC à
2,9% du PIB**

contre



**ZONE EURO
0,3% en moyenne**

VIE PARISIENNE

LA CITÉ DU THÉÂTRE : UN NOUVEAU PHARE DE LA CULTURE À PARIS

En 2011, alors maire du 17^e, j'ai défendu l'idée qu'en déménageant les décors de l'Opéra de Paris, installés depuis plus d'un siècle dans les vastes bâtiments en meulière du boulevard Berthier, les espaces libérés (20 500 m²) pourraient **accueillir un haut lieu de culture**. « Trop compliqué, trop cher », me répondait-on au ministère. Jusqu'au jour où, François Hollande annonça l'**arrivée d'une « Cité du Théâtre »** sur ce site qui jouxte le nouveau Palais de Justice. Ce grand projet prévoit le déménagement des décors vers l'Opéra Bastille et, en lieu et place, **l'installation de 3 grandes institutions : la Comédie Française, le Conservatoire d'art dramatique et le Théâtre national de l'Odéon**. Dans la continuité de mon engagement local, j'ai consacré, comme députée, un rapport à la faisabilité et au financement du futur équipement (145 millions d'euros). **La « Cité du Théâtre » ouvrira ses portes dans le 17^e au public en 2022.**

JEUX OLYMPIQUES : MES RÉSERVES SUR LA PLACE DE LA PUBLICITÉ



Le gouvernement a présenté **un projet de loi visant à rendre applicables les clauses du contrat qui lie le CIO et la mairie de Paris pour l'organisation des JO 2024**. Objectif : lever le maximum d'interdits, notamment en matière d'affichage publicitaire, afin d'optimiser les recettes privées (censées couvrir la moitié du budget estimé à 6,6 milliards d'euros). C'est louable bien sûr, mais à condition de **ne pas tout autoriser comme s'apprête à le faire le gouvernement**. La ministre des Sports a rejeté tous mes amendements, notamment celui visant à limiter à 200 mètres – au-lieu de 500 dans la loi – le périmètre autour d'un site de compétition à l'intérieur duquel les monuments historiques pourront être exploités à des fins publicitaires.

ANNE HIDALGO : RIEN NE VA PLUS !

La justice casse des décisions importantes : fermeture des berges rive droite, marché publicitaire, etc., les rats prolifèrent, le Velib2 vire au fiasco, l'espace public est un capharnaüm sans nom, l'air est plus pollué que jamais... N'en jetez plus ! **Les Parisiens ne supportent plus d'être les otages du dogmatisme et de l'autoritarisme de la maire de Paris. Vivement l'alternance !**

IMMIGRATION : IL EST URGENT D'AGIR

D'ici 30 ans, **l'Afrique comptera 1 milliard d'habitants de plus**. Ce chiffre suffit à lui seul à mesurer l'ampleur du défi qui attend l'Europe. Le principal continent d'émigration connaît une croissance démographique sans équivalent dans toute l'histoire de l'humanité. **Une pression qui accentue les inégalités et la misère** – 10 millions d'Africains de plus n'ont pas accès à l'énergie chaque année – **et jette toujours plus de jeunes gens sur les routes de l'exil**. Mais les rêves de prospérité qu'ils poursuivent se heurtent le plus souvent à la dure réalité. **Une réalité qui, pour 5386 d'entre eux, a pris, en 2017, le visage de la mort...**

104 000 DEMANDES D'ASILE EN 2017

L'Europe tente de juguler les départs. Elle y parvient en partie à la faveur de l'accord financier négocié avec la Turquie. Mais à peine une zone de passage est-elle fermée que d'autres s'ouvrent, plus à l'ouest, par la Libye et le Maroc. En France, tous les indicateurs sont au rouge : **104 000 étrangers ont formulé une demande d'asile l'an dernier ; un record !** L'Office français des réfugiés, qui a pourtant instruit 115 000 demandes l'an dernier, ne parvient plus à faire face à l'accumulation des dossiers. **Les centres d'hébergement sont à saturation et des camps de fortune apparaissent plus nombreux chaque jour sur le territoire**. La justice prononce en moyenne 90 000 expulsions mais, faute de moyens, **75 000 d'entre elles demeurent inexécutées**.

+ 108 MILLIONS D'EUROS POUR L'A.M.E

Le gouvernement s'emploie à montrer le visage de la fermeté. Mais les faits contredisent les postures. En 2017, **262 550 titres de séjour ont été délivrés ; nouveau record !** L'Aide Médicale d'Etat, qui permet à un étranger irrégulier d'être soigné gratuitement, augmente de 108 millions d'euros cette année (910 millions en tout). Et lors du vote de la loi de finances, **les crédits ne permettent de financer que 14 500 expulsions ; 1000 de moins qu'en 2017**.

Le gouvernement joue sur la corde raide : pour garantir l'effectivité du droit d'asile (40 305 visas délivrés en 2017), il veut veiller à ce que les étrangers irréguliers soient systématiquement expulsés. Sans aucun doute. Mais le problème est à considérer de manière beaucoup plus globale. Le temps est venu de **remettre à plat les grandes orientations de nos politiques migratoires**, et au 1er rang desquelles le droit du sol et le regroupement familial, mais aussi, en parallèle, de **trouver à l'échelle de l'Europe la voie d'un nouveau codéveloppement avec l'Afrique**.

Quelques chiffres :

91 070

Titres de séjour délivrés en 2017
au titre du mariage
ou du regroupement familial

3469

Refus de prélèvements
d'empreintes
enregistrés

300

Filières d'immigration
illégal démantelées
en France



RESTAURER LA CONFIANCE

Laurent Wauquiez a pris les rênes des Républicains comme un docteur se rend au chevet d'un patient convalescent. **L'espoir d'un parfait rétablissement est permis** (et les belles victoires lors des législatives partielles le prouvent), **mais le chemin de la guérison est encore long et semé d'obstacles.**

Au fond, la droite est confrontée à une question aussi simple que difficile : a-t-elle encore une raison d'être ? Nombre de nos électeurs en doutent, et comment ne pas les comprendre après les péripéties de l'an dernier. Inutile également de nier qu'Emmanuel Macron a avantageusement remplacé François Hollande – était-ce si difficile ! **Mais la droite est-elle pour autant soluble dans le macronisme ? Je suis persuadée que non.**

NOS IDÉES SONT FORTES DANS L'OPINION

D'abord parce que **les résultats en matière économique (voir p.3) se font toujours attendre.**

Si la croissance reprend quelques couleurs, **le pouvoir d'achat des Français reste en berne.** Les dépenses des ménages ont moins progressé en 2017 qu'en 2016, et les mesures pour 2018 (hausse de la CSG, taxe sur les carburants, baisse de la PAJE, etc.) promettent d'aggraver la situation. Le risque est patent de voir la croissance ne profiter qu'à une toute petite frange de la population. Seule solution qu'à ce jour le gouvernement ne veut pas envisager : **la baisse des impôts pour les particuliers.**

D'autre part parce que **le gouvernement ne prend pas la mesure du défi migratoire** qui se pose à la France (voir p.6). Idem en matière de sécurité. **Notre outil de prévention et de répression s'est considérablement affaibli** (à peine plus d'1% du PIB), et ce n'est pas le retour à la police de proximité qui inversera la tendance. Face à la montée de la violence (600 000 faits dénoncés par an !). Les priorités que nous défendons sont claires : **rétablir les peines planchers pour les récidivistes, construire davantage de places de prison** (88 places pour 100 000 habitants contre 130 en Europe) **et veiller à l'effectivité des sanctions.**

Ensuite parce que les ambitions d'Emmanuel Macron sur l'Europe – élargissement aux Balkans, pouvoirs renforcés de la commission de Bruxelles – **sont à rebours de l'« Europe des cercles » que nous souhaitons.**

Et enfin, et ce ne sont pas les moindres de nos différences, parce que **nous ne partageons pas les mêmes valeurs sur nombre de sujets de société**, comme l'extension de la PMA à toutes les femmes et l'autorisation de la GPA auxquelles nous sommes opposés.

Nous devons faire entendre notre voix sur les grands sujets que sont **l'autorité de l'Etat, le pouvoir d'achat, la fiscalité, mais aussi sur des thèmes où nous sommes peut-être moins attendus, comme l'environnement ou la culture.** C'est l'enjeu des années qui viennent.

J'ai été désignée par Laurent Wauquiez
comme membre du bureau politique des Républicains.
Cette instance collégiale est le gouvernement du parti.
Il se réunit toutes les semaines pour fixer la stratégie
et les orientations du mouvement.

les
IR
Républicains



SERVIR AU SEIN DE LA RÉSERVE CITOYENNE

« **Le député est élu de la Nation** ». Il vote la loi et contrôle l'action du gouvernement. Voilà sur le papier à quoi se borne le mandat parlementaire. Il est en réalité beaucoup plus que cela. Il embrasse, notamment, une dimension fondamentale à mes yeux : celle de **l'engagement patriotique**. Dès mon élection, j'ai voulu donner un sens concret à cet engagement, et **c'est naturellement que je me suis tournée vers l'armée**. J'ai été nommée

par le chef d'état-major de l'armée de l'air **au grade de colonel (titre honorifique et bénévole) au sein de la réserve citoyenne de défense et de sécurité**. J'ai depuis participé à de nombreuses rencontres et formations, dont l'une très marquante à Mont-de-Marsan où est basé l'escadron de chasse Normandie-Niemen auquel je suis rattachée. **Je porte à l'égard de ces hommes et ces femmes engagés au sein des unités de combat une très grande admiration**.

Comme élue de Paris, je demeure bien sûr très profondément marquée par **la vague d'attentats islamistes** que nous avons vécue, et par la persistance de la menace terroriste que chacun sait très forte. Lorsque j'étais maire du 17^e, j'ai accueilli à la mairie une unité de l'opération Sentinelles qui effectue un travail remarquable pour sécuriser les lieux sensibles de l'arrondissement. Au contact régulier des militaires, j'ai pris pleinement conscience **du rapport singulier qu'entretient la Nation avec son armée**. Un rapport rempli de respect et de confiance, mais également d'une grande exigence pour notre sécurité au quotidien.

L'objectif de la réserve citoyenne n'est pas proprement opérationnel, mais il consiste à **créer des ponts entre l'armée et la société civile**. Je considère comme parlementaire qu'il est de mon devoir de participer à **la transmission de ce lien essentiel à la vitalité de notre République**.

JOURNAL DE BRIGITTE KUSTER VOTRE DÉPUTÉE

ME RENCONTRER

Lors des **CAFÉS DE LA DÉPUTÉE** que j'organise régulièrement dans la circonscription.

Un temps de rencontre et d'échange autour des sujets qui font l'actualité.

Prochain rendez-vous :

le 22 mars à 8h30 au Café Le Courcelles,
92 boulevard de Courcelles

M'ÉCRIRE

BRIGITTE KUSTER

Députée de Paris

Palais Bourbon, 126 rue de l'Université
75355 Paris 07 SP

ME JOINDRE

Tél. 01 40 63 67 87

brigitte.kuster@assemblee-nationale.fr



www.brigittekuster.fr

